

Dix questions à...

M^e Daniel Petit

ex-député conservateur de la circonscription fédérale
de Charlesbourg-Haute-Saint-Charles



Le Parti conservateur du Canada en bref...

Son histoire

Parti de droite/centre-droite qui est né en 2003, de la fusion de l'Alliance canadienne et du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Son chef actuel

Stephen Harper est né à Toronto. Il est diplômé en économie de l'Université de Calgary et chef du Parti conservateur du Canada depuis 2004. Il a été assermenté à titre de 22^e premier ministre du Canada le 6 février 2006.

Les élections de mai 2011

Après avoir formé successivement deux gouvernements minoritaires (en 2006 et 2008), le Parti conservateur du Canada devient majoritaire avec 166 députés élus, dont seulement 5 au Québec, comparativement à 73 en Ontario.

Né en Belgique en 1948, Daniel Petit immigre au Canada avec ses parents, qui choisissent de s'établir dans la Ville de Québec. Il étudie le droit et accède au Barreau du Québec en 1973.

En 2006, il devient député conservateur de la circonscription fédérale de Charlesbourg-Haute-Saint-Charles; il est à nouveau élu en 2008 et défait le 2 mai 2011.

C'est dans les bureaux de son Cabinet d'avocats, à Québec, qu'il a choisi de répondre à nos questions.

1. M^e Petit, est-ce que la défaite politique est difficile à accepter d'autant plus que les conservateurs forment aujourd'hui un gouvernement majoritaire?

Non, ce n'est pas difficile à accepter parce que perdre, d'une certaine façon, c'est retrouver sa liberté de parole. Une fois élu, nous devons respecter la ligne du parti et, même si on est d'accord avec les idées du gouvernement, il faut constamment surveiller ses paroles. Je ne suis pas déçu en tant qu'individu mais je suis déçu pour les gens de mon comté. Au cours des cinq dernières années, la Ville de Québec a bénéficié d'énormes retombées grâce à la présence des députés conservateurs à Ottawa. Derrière Saskatoon, elle était devenue la deuxième ville en importance au point de vue de sa qualité de vie. Je suis triste parce que l'effet boomerang ne tardera pas à arriver : la Ville de Québec risque d'être oubliée.

2. Quelles ont été vos principales réalisations dans le cadre de votre mandat?

J'ai surtout travaillé pour faire adopter des lois en matière criminelle, par exemple, la loi sur les crimes financiers, suite aux fraudes d'Earl Jones et de Vincent Lacroix. Avec mes collègues, nous avons tenté de donner aux juges des critères pour les guider dans la détermination des sentences. Celui qui commet une fraude de deux millions doit passer un minimum de temps en prison.

Nous avons aussi travaillé pour faire adopter une loi pour que les criminels qui enlèvent ou agressent sexuellement des enfants aient une peine minimale de deux ans ou cinq ans selon le type d'infraction.

3. En politique, de nos jours, est-il possible de convaincre les électeurs avec des arguments rationnels ou bien la part de l'irrationnel est-elle plus importante qu'on veut bien le croire?

En politique, c'est l'irrationnel qui l'emporte. L'irrationnel, c'est vendre du rêve, et plus on vend du rêve, plus on a de chance de gagner nos élections. Le Nouveau Parti démocratique (NPD) est champion dans ce domaine.

Dès qu'on parle d'économie, on suscite la peur chez les électeurs. Le maire de Québec l'a bien compris. Il parle constamment de jeux, de spectacles et de sports. C'est ce que les gens veulent entendre.

4. Comment décririez-vous une bonne communication politique?

Tout d'abord, les journalistes adorent les propos irrationnels. Regardez ce que les journaux publient lorsqu'ils parlent du gouvernement conservateur. Ils mettent surtout l'accent sur ce que le gouvernement n'a pas accompli au lieu d'analyser ses réalisations. Il est bien facile pour les partis d'opposition de faire des promesses électorales qui font rêver. Les membres de l'opposition savent très bien qu'ils ne peuvent pas faire tout ce qu'ils ont dit mais au moins ça fait vendre des copies et ça attire le vote. Les conservateurs ont comme habitude de faire ce qu'ils disent. Ce qui est loin de plaire à tous.

5. Lorsque vous étiez à Ottawa, on a accusé à plusieurs reprises le bureau du premier ministre de contrôler les communications du gouvernement, quelle est votre opinion à ce sujet?

Le fond de cette histoire n'est pas véridique. Depuis une cinquantaine d'années, le milieu journalistique au Québec (et de Radio-Canada, en particulier) favorise les idées de gauche. Les idées de droite sont rarement présentées à la télévision et à la radio de Radio-Canada. Au début, les journalistes avaient été invités à nos conférences de presse. Rapidement, le gouvernement s'est rendu compte que les journalistes interprétaient à leur façon les propos tenus par ses ministres et ses députés. M. Harper a donc décidé de s'y prendre autrement.

6. Pendant la période de 2006 à 2011, alors que vous étiez député fédéral, quelles ont été vos relations avec les journalistes de la région de Québec?

Nous les avons appelé régulièrement pour leur proposer des rencontres; pour discuter avec eux des rapports du Ministère de la Justice. Malheureusement, seulement trois journalistes nous rappelaient régulièrement. Tous les autres nous ont complètement ignorés. En ce qui a trait à Radio-Canada, nous n'existions tout simplement pas, sauf bien sûr quand ses journalistes voulaient nous attaquer.

7. Plusieurs études démontrent que les Québécois sont plus intéressés par le sport que par la politique. Après plusieurs années à Ottawa, avez-vous remarqué une différence entre les Québécois et les citoyens du reste du Canada à cet égard?

Définitivement! Les citoyens des autres provinces sont intéressés par le sport et la politique. Les Québécois, eux, ne s'intéressent qu'au sport. Ils vivent leur vie par procuration; ils se retrouvent dans les joueurs de hockey. Dans l'Ouest, il y a vraiment deux types de journalistes : un de gauche et un de droite. Donc, il y a deux types de présentation et d'analyse de l'information. Cette dualité amène une sollicitation beaucoup plus forte au niveau de la demande de l'information et un intérêt soutenu pour la chose politique. Malheureusement, nous ne retrouvons pas cette dualité au Québec.

8. Comment voyez-vous l'avenir du Québec? L'avenir du Canada?

Au Québec, je pense que dans les prochaines années, la bataille politique se fera entre François Legault et Amir Khadir. Jean Charest et Pauline Marois ont perdu leur crédibilité.

Je crois que le Canada, tel qu'on l'a connu, ne sera plus le même. Le poids du Québec au sein du Canada diminue régulièrement. Les dernières élections l'ont prouvé : le gouvernement conservateur a obtenu sa majorité sans l'appui du Québec. Le poids de l'Ontario au niveau économique est de plus en plus important. Présentement, il y a très peu de députés québécois au sein du gouvernement conservateur; ce qui veut dire bien entendu que le Québec aura très peu d'influence sur le déroulement de la politique fédérale à Ottawa.

En fait, l'avenir du Canada dépendra beaucoup de la façon dont le NPD va jouer son rôle dans l'opposition officielle car ils ont un immense pouvoir pour faire changer les choses.

9. Le Programme canadien des armes à feu a toujours été un programme controversé. Selon vous, s'agit-il d'un problème de communication, de perception ou d'un problème politique?

Ce n'est pas un problème politique. C'est un problème de perception et de communication. Le dossier est devenu émotif et irrationnel. Au Québec, on croit à tort que si on enregistre toutes les armes, il n'y aura plus de meurtres ou de suicides.

Il faut souligner que registre ou pas registre, au Canada, vous devez obtenir un permis de possession et d'acquisition d'armes à feu avant de vous procurer une arme de chasse. C'est obligatoire. Mais vous savez, dans les tueries qui ont eu lieu au Québec, on a rarement utilisé des armes de chasse. Par contre, il faut noter que le Québec détient le championnat des suicides au Canada malgré le fait que nous ayons un registre des armes à feu. Une personne qui veut mettre fin à ses jours n'utilisera pas nécessairement une arme à feu. Aussi, on justifie le registre canadien des armes à feu en disant que c'est un outil important pour les policiers lors d'intervention dans les résidences privées. Je crois personnellement que les policiers devraient toujours agir comme s'il y avait une arme à feu sur les lieux de l'intervention.

10. Pour vous, la politique c'est terminé ou ...?

Non, je rencontre toujours les associations politiques conservatrices. Il faut les maintenir en force. Beaucoup de gens ont voté pour nous; on ne peut pas les laisser tomber. Je vais possiblement être candidat à nouveau à une élection. Nous sommes en ce moment à réfléchir à la possibilité de créer un mouvement conservateur au Québec car il n'y en a pas. Je continue à travailler au niveau fédéral et au niveau provincial pour aider le mieux possible la province de Québec.

Suite à la défaite du 2 mai 2011, j'ai repris le métier. Je travaille comme avocat depuis 40 ans.

Merci M^e Petit!

Propos recueillis par Marie Gélinas, le 18 juillet 2011, à Québec.